



## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **Etablissement public à caractère administratif (EPA) :**

#### **Siège :**

Office Français de la Biodiversité  
12, Cours Louis Lumière  
94300 Vincennes

#### **Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :**

Service Commande Publique  
5, rue Saint Thibault – Saint Benoist – 78610 AUFFARGIS  
Téléphone : 01 30 46 60 00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

### **OBJET DE LA CONSULTATION :**

#### **2024-MAPA35**

**Accompagnement et coaching des entreprises bénéficiaires de la marque « Esprit parc national » pour l'intégration de la marque dans leur communication.**

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services  
(CCAG-FC&S)

**Marché à procédure adaptée passé selon les articles L.2123-1, R.2123-1, R2123-4 et R2131-12 du  
Code de la commande publique du 1er avril 2019**

### **DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :**

**Le 25/04/2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
1.3. FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ	3
1.4. CONDITIONS DE PARTICIPATION	4
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
2.1. OPTIONS, VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE).	4
2.2. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.3. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT	5
<b>ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)</b>	<b>5</b>
3.1. CONTENU	5
3.2. RETRAIT	6
3.3. MODIFICATION DE DETAIL AU DCE	7
<b>ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>7</b>
4.1. PIECES CONSTITUTIVES DE LA CANDIDATURE	8
4.2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE	9
<b>ARTICLE 5 : MODALITES ET CRITERES DE SELECTION</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
5.1. SELECTION DES CANDIDATURES	10
5.2. SELECTION DES OFFRES	11
<b>ARTICLE 6 : NEGOCIATIONS</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 7 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ARTICLE 8 : CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
8.1. MODALITES RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE	14
<b>ARTICLE 9 : DÉCISION FINALE</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
9.1. ATTRIBUTION DU MARCHÉ	15
9.2. MISE AU POINT AVEC LE CANDIDAT RETENU	15
9.3. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE	15
<b>ARTICLE 10 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS</b>	<b>15</b>
10.1. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15

## Article 1 : Objet et étendue de la consultation

### 1.1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'accompagnement et le coaching des entreprises bénéficiaires de la marque *Esprit parc national* pour l'intégration de la marque dans leur communication.

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 1.2. Nomenclature communautaire

Classification principale	Classification(s) secondaire(s)
80500000-9 Services de formation	79413000-2 Services de conseil en gestion du marketing

### 1.3. Forme et allotissement du marché

#### 1.3.1 Procédure

La présente consultation prend la forme d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 et R.2131-12 du CCP.

#### 1.3.2 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

#### 1.3.3 Durée du marché

Les délais d'exécution des prestations seront précisés dans les bons de commande.

La date prévisionnelle de commencement des prestations est : 23 juin 2025.

La durée du marché, ferme, est de quatre ans. Le marché n'est pas reconductible.

#### 1.3.4 Forme et montant du marché

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire.

Le présent marché est passé avec un montant maximum de 142 000 € HT pour l'ensemble du marché. Il n'y a pas d'engagement minimum de commande.

Le marché est traité à prix unitaires, par des bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

Le prix est révisable annuellement.  
Le marché n'est pas décomposé en tranches.

#### 1.3.5 Lieu d'exécution et/ou de livraison

Lieux d'exécution : à titre indicatif, aux sièges des Parcs nationaux, à savoir Chambéry, Gap, Nice, Hyères, Marseille, Florac, Tarbes, Arc-en-Barrois, Saint-Claude, La Plaine des Palmistes, Rémire-Montjoly – ou en distanciel. D'autres lieux pourraient être déterminés, sur les territoires des parcs nationaux, en accord avec le titulaire.

Les lieux d'exécution des prestations seront indiqués au fur et à mesure de la survenance des besoins.

#### 1.4. Conditions de participation

Le candidat se présente seul ou en groupement d'opérateurs économiques.

L'Office français de la biodiversité (OFB), en tant qu'acheteur et ci-après désigné le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire, à l'attributaire du marché.

Les pièces devront mentionner le mandataire et la forme du groupement (conjoint ou solidaire).

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

## **Article 2 : Conditions de la consultation**

### 2.1. Options, variantes et Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE).

Les variantes ne sont pas autorisées et aucune PSE n'est prévue.

S'agissant des options, il n'est pas prévu de tranches, ni de clause de réexamen autre que celle prévue par l'article 25 du CCAG.

En revanche, est prévue la possibilité de conclure des marchés de prestations similaires.

Le marché n'est pas reconductible.

### 2.2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois, de quantième à quantième** à compter de la date limite de réception des offres. Si le dernier jour du délai n'existe pas (30 février, 31 juin, etc.), il est prolongé au premier jour du mois suivant.

## 2.3. Modalités essentielles de paiement et de financement

### a) Modalités essentielles de paiement

Le paiement s'effectue par mandat administratif.

Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception des justifications fournies par le titulaire conformément au CCAP. Le dépassement de ce délai global de paiement ouvre de plein droit et sans formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, l'opérateur économique concerné a droit à une indemnité forfaitaire de 40 €.

Les prestations seront réglées :

- Par l'application des prix unitaires du BPU, au fur et à mesure la survenance des besoins, par l'émission de bons de commande.

### b) Modalités essentielles de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes :

- Fonds propres de l'OFB à hauteur de 100%.

Les sommes dues aux titulaires du marché seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues au CCAP. Le candidat indique dans l'AE s'il renonce au bénéfice de l'avance.

### c) Cautionnement et garantie de paiement

Il n'est pas exigé de caution personnelle et solidaire ou garantie à première demande pour le remboursement de l'avance.

L'accord-cadre ne comportant pas de minimum fixé en valeur, une avance pourra être accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois. Le titulaire peut soit l'accepter, soit y renoncer.

Il n'est pas prévu le prélèvement d'une retenue de garantie.

## **Article 3 : Dossier de consultation des entreprises (DCE)**

### 3.1. Contenu

Le DCE contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

### 3.2. Retrait

En application de l'article R.2132-2 du CCP, les soumissionnaires ont la possibilité de télécharger le DCE dans son intégralité et de répondre via la plate-forme utilisée par l'OFB à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Référence du marché : 2024-MAPA35

Conformément aux dispositions de l'annexe 6 au Code de la commande publique, l'identification préalable des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

Dans l'hypothèse où les candidats acceptent de s'identifier, ils complètent, en ligne, un formulaire d'identification portant les mentions obligatoires suivantes : le nom de l'entreprise, le nom de la personne physique téléchargeant les documents, une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, et les mentions facultatives suivantes : le N° SIREN de l'entreprise, le numéro de téléphone et l'adresse postale.

L'inscription de ces mentions obligatoires permet de façon certaine une correspondance électronique et ainsi le respect de l'égalité de traitement entre les candidats.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

☒ .zip/.rar  
☒ .doc, .xls, .pdf

Les candidats ne supportent aucun autre frais que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention de la signature électronique. Ils doivent cependant disposer d'un navigateur internet (type « internet explorer » version 6 ou supérieure ou « firefox » version 1.5 ou supérieure), et d'un environnement informatique mis à jour en matière de sécurité et d'antivirus.

Les échanges d'information sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

Le DCE ne peut pas être retiré dans les locaux du pouvoir adjudicateur, que ce soit sur support papier ou sur support physique électronique.

Aucune demande d'envoi du DCE ne sera satisfaite.

### 3.3. Modification de détail au DCE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si le délai de six (6) jours calendaires, laissé aux candidats pour prendre connaissance d'éventuels éléments complémentaires d'étude, ne pouvait être respecté en raison de la date limite fixée pour la remise des offres, cette dernière serait reportée de façon à rétablir ledit délai.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications au DCE sont publiées sur la plateforme de dématérialisation [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

**Il est également précisé, que les candidats ne peuvent pas modifier les pièces contenues dans le DCE, sous peine d'irrégularité de l'offre.**

#### **IMPORTANT :**

Il est recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat avant de télécharger le DCE, pour être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation en cours de consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats.

Les candidats, qui ne s'identifieront pas préalablement, ne pourront pas être alertés. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

### **Article 4 : Présentation des candidatures et des offres**

Les dossiers des candidats sont entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Les prix sont exprimées en EURO (€).

#### **Point de contact unique du candidat :**



**L'ensemble des correspondances liées à la consultation sera adressé aux candidats via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) exclusivement sur l'adresse électronique fournie par ceux-ci, adresse qui doit rester valide jusqu'au terme de la consultation.**

## 4.1. Pièces constitutives de la candidature

### 4.1.1 Candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME électronique.

Ce mode de réponse a vocation à remplacer les formulaires DC1 et DC2.

Selon les dispositions de l'article R.2143-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un DUME établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la Commission Européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le DUME en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités.

**Dans ce cas, il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.**

Les candidats doivent renseigner les informations pour les conditions de participation suivantes :

- informations concernant l'opérateur économique ;
- **Le cas échéant**, si et seulement si le candidat est concerné, la partie III : motifs d'exclusion ;
- chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices<sup>1</sup> ;
- Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

**Le Document Unique de Marché Européen n'a pas à être signé.**

Le formulaire DUME est disponible sur le site CHORUS PRO du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Seul le DUME au format .xml a valeur probante. Toutefois, après avoir créé votre DUME, nous vous demandons d'en faire **une copie en format .pdf et de la joindre à votre candidature.**

Si en cas de problème technique de la plateforme <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité juridique, économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur (**y compris par l'intermédiaire des formulaires DC1, dont attestation sur l'honneur de ne pas rentrer dans un cas d'exclusion de la commande publique, DC2, K-bis etc.**).

---

<sup>1</sup> Pour les entreprises ne possédant pas les chiffres d'affaires généraux pour la totalité de la période demandée, veuillez remplir la partie IV-B 3.



## 4.2. Pièces constitutives de l'offre

Toute offre ne respectant pas les exigences formulées dans le DCE est irrégulière conformément à l'article L.2152-2 du CCP. Les offres seront examinées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-3 du CCP. Les offres irrégulières peuvent donner lieu à régularisation à la demande de l'acheteur dans les conditions de l'article R. 2152-2 du Code de la commande publique.

Les soumissionnaires présentent un dossier contenant les documents suivants :

☒ Le mémoire technique :

■ La présentation doit détailler les trois temps d'accompagnement, préciser les objectifs et les supports envisagés, indiquer les modalités prévues pour le coaching individuel et la manière dont la méthodologie sera adaptée à chaque participant, proposer différents formats et outils pour garantir un suivi adapté.

■ Expérience et compétences de l'équipe

- Les profils des intervenants devront être explicités, en mettant en avant :
  - Une expertise en formation sur les thématiques de communication et de marketing.
  - Une expérience avérée dans l'accompagnement individuel et collectif.
- Les références pertinentes, dans des contextes similaires, seront également prises en compte, notamment celles relatives à des marques environnementales ou des démarches collectives.

■ Qualité des outils et supports

- Les outils pédagogiques proposés devront être adaptés au contexte et aux besoins des participants.
- Une attention sera portée à leur accessibilité et leur praticité, incluant :
  - Les supports à disposition post-session (guides, documents, fiches pratiques).
  - D'éventuelles propositions innovantes ou interactives pour faciliter l'appropriation des contenus.

■ Démarche éco-responsable du candidat liée à l'exécution des prestations, telle que **notamment** la limitation de l'impact des déplacements dans le cadre des formations, le recours à des équipements durables....

Exemples :

- Optimisation des déplacements, mutualisation des trajets, recours aux transports en commun, mobilités douces, véhicules propres,
- Pratiques écoresponsables parmi les personnes en charge de l'exécution des prestations, matériels utilisés pour l'exécution des prestations écolabellisés, reconditionnés,
- Mise en place d'un site responsable pour récupérer les documents, hébergement responsable des données...

**Ne sera pas valorisée la politique générale de l'entreprise, sans lien direct et concret avec le marché.**

☑ Le Bordereau des prix Unitaire (BPU) : Le candidat utilisera l'annexe financière fourni dans la présente consultation.

Un DQE « masqué » sera utilisé pour l'analyse de l'offre, complété par l'acheteur à partir des prix renseignés au BPU. Ainsi, il n'est pas demandé au candidat de remplir et fournir dans son offre un DQE.

### **REMARQUE**

Le CCTP détaille l'ensemble des éléments techniques et méthodologiques devant figurer dans l'offre du candidat.

Quant au CCAP, il présente les éléments administratifs qui régiront la vie du marché.

## **Article 5 : Modalités et critères de sélection**

La sélection des candidatures et le jugement des offres sont effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

### **5.1. Sélection des candidatures**

Le pouvoir adjudicateur procède à l'ouverture et à la vérification du contenu des candidatures.

Le pouvoir adjudicateur vérifie la conformité des dossiers à l'article 4.1 du présent RC ; avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, **il peut**, conformément aux articles R.2143-11, R.2143-12 et R.2143-16 du CCP, décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous.

Le pouvoir adjudicateur procédera au jugement tant de la capacité économique et financière que de la capacité technique et professionnelle des candidats et éliminera les candidatures lorsque les capacités seront manifestement insuffisantes.

En application de l'article R.2144-3 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à cette vérification à l'issue du classement des offres.

Il pourra être demandé au candidat classé en première position de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ou ne peut produire dans le délai imparti les

documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

## 5.2. Sélection des offres

### 5.2.1 Critères

Ce jugement est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-6, R.2152-7, R.2152-11 et R.2152-12 du CCP et donne lieu à un classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur est habilité à faire préciser l'offre en tant que de besoin.

Les critères pondérés de sélection des offres sont :

N°	Critères (et sous-critères)	Pondération des sous-critères	Pondération des critères
<b>1</b>	<b>Valeur technique appréciée à partir du mémoire technique</b>		<b>55%</b>
1.1	Expérience et compétences de l'équipe	20%	
1.2	Méthodologie proposée	25%	
1.3	Qualité des outils et supports	10%	
<b>2</b>	<b>Prix des prestations</b> <b>Ce critère sera analysé sur la base du détail quantitatif estimatif (DQE) masqué.</b>		<b>40%</b>
<b>3</b>	Démarche éco-responsable du candidat liée à l'exécution des prestations Les actions de l'entreprise pour réduire les impacts négatifs environnementaux de ses <b>activités dans le cadre du marché.</b>		<b>5%</b>

### 5.2.2 Méthode de notation des offres

Les offres sont analysées au regard des critères ci-dessus.

- ⚠ Pour chaque critère cité à l'article 5.2.1 du présent RC, l'offre analysée obtient une note de 0 à 10 (10 étant la meilleure) puis cette note est pondérée par le taux qui lui est associé. Chacune des notes pondérées sont ensuite additionnées pour obtenir une note finale sur 10 valant pour l'ensemble des critères.

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, correspondant à l'offre classée en première position à l'issue du classement des offres.

Les offres ne satisfaisant pas à l'ensemble des exigences techniques attendues telles qu'exprimées au CCTP seront éliminées et rejetées par le pouvoir adjudicateur. En revanche, conformément à l'article R.2152-2 du CCP, une offre irrégulière pourra être régularisée sauf si elle est anormalement basse.

### **5.3. Suites de l'examen des offres**

Conformément à l'article R.2152-1 du CCP, les offres inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

- Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits,  
Ou
- Si seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R.2144-7 du CCP ou des offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du CCP ont été présentées, la procédure sera déclarée infructueuse et elle pourra être suivie d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R.2122-2 du CCP.

## **Article 6 : Négociations**

A l'issue de l'analyse des offres, un classement, s'appuyant sur les critères détaillés au 5.2 sera effectué. La personne publique se réserve le droit de négocier avec au maximum les 2 premiers candidats de ce classement.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des éléments techniques et financiers présentés. Elle ne pourra porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement ses caractéristiques telles que définies aux documents de la consultation.

Les offres irrégulières ou inacceptables, sous réserve qu'elles ne soient pas anormalement basses, peuvent faire l'objet de négociations, au cours desquelles elles seront régularisées. Lorsque la négociation ou le dialogue a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

La négociation pourra, selon les besoins prendre la forme d'un échange de mails et/ou d'un entretien physique ou à distance.

Les négociations pourront, le cas échéant, conduire à modifier et/ou compléter sur un ou plusieurs points de l'offre initiale des candidats concernés. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur invite les candidats à lui remettre une nouvelle version des documents concernés pour prendre en compte les résultats de la négociation et finaliser un second classement, celui des offres négociées.

L'OFB se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociations conformément à l'article R.2123-5 du CCP.

## Article 7 : Attribution du marché

L'acheteur accepte, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1, L. 2141-4 et L. 2141-5, une déclaration sur l'honneur.

L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article [L. 2141-2](#), les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents. La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans un l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique (NOR : ECOM1830220A).

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement

## Article 8 : Conditions de remise des candidatures et des offres

Les plis seront obligatoirement envoyés **par voie dématérialisée** l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>



**Avant la date limite de remise des offres indiquée en première page du présent RC.**

Un guide d'utilisation de la plateforme pour les entreprises est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Un service d'assistance en ligne est disponible depuis le lien suivant Assistance ou via la languette Assistance.

L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une FAQ, en filtrant par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne. Ce formulaire de demande en ligne permet de récupérer vos informations de connexion et ainsi de pré-alimenter votre demande.

Un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics.

La signature électronique n'est pas requise pour cette consultation.

### 8.1. Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat peut, s'il le souhaite, envoyer à l'adresse ci-dessous une copie de sauvegarde (sur support papier ou sur support physique électronique) :

OFB  
Direction des Finances  
Service de la Commande Publique  
Site de Vincennes 'Le Nadar' Hall C  
12 Cours Louis Lumière  
94300 Vincennes

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

MARCHE PUBLIC N°2024-MAPA35  
NOM DU CANDIDAT + NE PAS OUVRIR  
COPIE DE SAUVEGARDE

Ou

S'il le souhaite, le candidat peut déposer sa copie de sauvegarde par coursier ou par dépôt contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus en respectant les horaires d'ouverture de l'OFB<sup>2</sup>.

Le candidat qui effectue, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cd-rom, DVD-rom, clé USB...) ou sur support papier, **doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres**. Celle-ci doit respecter les modalités de présentation des offres.

Il est précisé que les documents, dont la signature est exigée, doivent être revêtus de la signature électronique.

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans deux circonstances précises, à savoir :

- lorsqu'un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur (virus),
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Les copies de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir seront détruites à l'issue de la procédure.

---

<sup>2</sup> Horaires d'ouverture de l'OFB : 09h00-12h00 ; 14h00-16h00.

## Article 9 : Décision finale

### 9.1. Attribution du marché

#### 9.1.1 Classement des offres

Conformément au critère défini à l'article 5.2, ci-avant, les offres sont classées par ordre décroissant.

#### 9.1.2 Acte d'engagement (AE)

Après avoir été informé de l'attribution du marché et afin de formaliser le marché, le pouvoir adjudicateur adresse au candidat retenu pour signature l'AE.



**Attention :** l'AE doit être daté et signé par une personne dûment habilitée à engager la société (soit le candidat individuel, soit l'ensemble des membres du groupement ou, en cas d'habilitation donnée par tous les membres du groupement, le mandataire), avec à l'appui, les documents relatifs aux pouvoirs des personnes ainsi habilitées (pouvoir de signature notamment).

Sous réserve de respecter la réglementation en vigueur, l'attributaire peut signer sous forme manuscrite ou électronique.

### 9.2. Mise au point avec le candidat retenu

Conformément aux dispositions de l'article R.2152-13 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du marché.

### 9.3. Documents à produire par l'attributaire

Conformément aux dispositions des articles R.2143-6 à 10 du CCP, le candidat retenu se voit demander par le pouvoir adjudicateur de produire, dans un délai fixé par l'administration, les documents et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, destinés à justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, ainsi que les documents justifiant de sa situation au regard de ses obligations en matière de travail illégal et de détachement des travailleurs, le cas échéant.

Si le candidat retenu ne peut produire ces documents dans le délai fixé, son offre est rejetée. L'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, la même demande est présentée au soumissionnaire dont l'offre est classée en suivant dans le classement des offres.

## Article 10 : Renseignements complémentaires et procédures de recours

### 10.1. Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard neuf (9) jours calendaires avant la date limite de réception des plis, une demande écrite à la personne publique via les modalités offertes pour se faire par le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Référence de la consultation : 2024-MAPA35

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur ne sera plus tenu de répondre aux questions posées par les candidats après le délai susmentionné.

Les renseignements complémentaires sont apportés par le pouvoir adjudicateur, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des plis.

### 10.2. Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Melun  
43 rue du Général de Gaulle  
Case postale n° 8630  
77008 Melun

Téléphone : 01 60 56 66 30

Télécopie : 01 60 56 66 10

Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du marché ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

A titre indicatif, le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens, accessible par le site internet : <https://www.telerecours.fr/>